

Convention collective

IDCC : 9722. – **EXPLOITATIONS HORTICOLES
ET PÉPINIÈRES DE LA SARTHE**
(31 mai 1974)

(Etendue par arrêté du 15 octobre 1975,
Journal officiel du 21 novembre 1975)

AVENANT N° 58 DU 12 JUILLET 2006 (1)

NOR : AGRS0797025M

IDCC : 9722

Entre :

L'union syndicale des horticulteurs et pépiniéristes de la Sarthe,

D'une part, et

L'union syndicale de l'agroalimentaire et des forêts de la Sarthe CGT ;

Le syndicat général de l'agroalimentaire de la Sarthe CFDT ;

L'union départementale Force ouvrière de la Sarthe ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CGC ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 20 de la convention est ainsi rédigé :

« Article 20 – Travail du dimanche et des jours fériés :

Sous réserve des dispositions de l'article L. 714-1 du code rural, et notamment de la règle du maintien du droit au repos hebdomadaire, les heures de travail effectuées le dimanche et les jours fériés seront payées avec une majoration de 50 % du tarif normal des heures de travail à l'exception du 1^{er} Mai, qui sera payé double.

En outre, l'ouvrier ayant travaillé un jour férié peut bénéficier d'une autorisation d'absence non rémunérée égale au temps passé à travailler ce jour. »

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Article 2

L'article 29 de la convention est ainsi rédigé :

« Article 29 – Mensualisation :

A. – Définition des salariés mensualisés :

Conformément à l'article 1^{er} de l'accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977, tous les salariés à temps complet ou à temps partiel sont mensualisés à l'exclusion des travailleurs saisonniers, des travailleurs intermittents et des travailleurs à domicile.

Le salarié saisonnier est celui qui est embauché pour effectuer des travaux spécifiques se renouvelant chaque année aux mêmes périodes.

B. – Paiement du salaire au mois :

La rémunération des heures normales de travail est mensualisée sur la base de 151,67 heures (35 heures multipliées par 52 semaines, divisées par 12 mois).

La mensualisation de la rémunération des heures normales a pour but d'uniformiser le montant de la paie mensuelle en neutralisant les conséquences de la répartition inégale des jours de travail entre les douze mois de l'année.

En cas d'absence conduisant à un horaire hebdomadaire effectif de travail inférieur à 35 heures, il est fait application de l'accord national du 23 décembre 1981 modifié concernant la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles.

C. – Jours fériés chômés et payés :

En dehors du 1^{er} Mai qui est indemnisé dans les conditions de l'article L. 222-6 du code du travail, les salariés ont droit, à l'exception du lundi de Pentecôte, à tous les autres jours fériés, chômés et payés (jour de l'An, lundi de Pâques, 8 Mai, Ascension, Fête nationale, Assomption, Toussaint, 11 Novembre, Noël) lorsqu'ils se situent un jour habituellement travaillé et entraînant, de ce fait, la perte du salaire.

Sous réserve des dispositions de l'article L. 212-16 du code du travail, la journée de solidarité prévue par la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 est le lundi de Pentecôte.

L'indemnisation des jours fériés autres que le 1^{er} Mai est effectuée sur la base de l'horaire habituel du travail ainsi que du taux horaire normal de l'intéressé.

Toutefois, les heures ainsi indemnisées n'entrent pas en compte dans le calcul des heures supplémentaires, à la différence des heures payées du 1^{er} Mai. »

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Sarthe, 12, rue Ferdinand-de-Lesseps, au Mans.

Fait au Mans, le 12 juillet 2006.

(Suivent les signatures.)